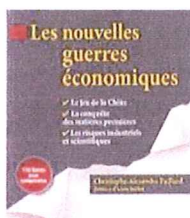


[Home](#) / [Zoom Sur](#) / [Interviews](#) / [Entretien avec Christophe-Alexandre Paillard, auteur de l'ouvrage « Les nouvelles guerres économiques »](#)

## [Entretien avec Christophe-Alexandre Paillard, auteur de l'ouvrage « Les nouvelles guerres économiques » \(/zoom-sur/interviews/1574-entretien-avec-christophe-alexandre-paillard-auteur-de-l'ouvrage-les-nouvelles-guerres-economiques.html\)](#)

### Détails

Publié le Lundi, 23 Janvier 2012 16:52



**Entretien avec Christophe-Alexandre Paillard, auteur de l'ouvrage « Les nouvelles guerres économiques »**  
**Qu'est-ce qui vous a amené à la rédaction de cet ouvrage ?**  
**Comment avez-vous procédé ?**

L'écriture de cet ouvrage part d'un constat, celui de l'inexistence d'un ouvrage consacré, sous forme de fiches, aux nouvelles thématiques stratégiques et aux grands enjeux de demain. Du fait de mon parcours professionnel (SGDN, DAS, Affaires étrangères), j'ai eu l'occasion de développer une connaissance sur les sujets présentés dans mon ouvrage. Du fait de mes enseignements à l'IEP de Paris ou à l'ENA, j'ai l'habitude et le devoir d'être pédagogique sur des sujets complexes. Cet ouvrage est donc hybride, se voulant à la fois clair et synthétique. Certaines thématiques sont absentes de cet ouvrage (spatial par exemple), elles seront traitées dans un second ouvrage en cours d'écriture.

J'enseigne à mes élèves que les méthodes d'analyse et d'étude (présence sur le terrain notamment), de même que les finalités, ne changent pas au fil des années. Seules les thématiques évoluent, au gré des rapports de forces. Ainsi, la méthode utilisée a toujours été la même. J'ai sélectionné les thèmes traités selon le nombre d'occurrences dans la presse nationale et internationale, dans les cinq dernières années. Ensuite, selon un format préétabli, je traite sous forme de plan de dissertation les thèmes allant de l'intelligence économique pure aux matières premières en passant par les auteurs et les ouvrages majeurs dans le domaine. Beaucoup sont cités (tel Sun Tzu), ils sont plus rarement lus.

**Vous parlez de nombreuses reprises de l'influence dans votre ouvrage. Que pensez-vous de la politique française en la matière ?**

Je vais vous répondre par un exemple illustré dans mon ouvrage. Un programme de coopération en intelligence stratégique a été mis en place en 2006 avec l'ORPAS (Observatoire de Paix et de Sécurité) de l'Université Bernardo O'Higgins de Santiago du Chili, sur l'initiative d'Alain Juillet (alors Haut responsable pour l'Intelligence économique auprès du Premier ministre) et de Philippe Clerc (directeur IE de l'ACFCI). Ce programme a été conçu dans le but de diffuser autant que faire se peut les méthodes françaises et nos réflexions en matière d'intelligence stratégique aux responsables chiliens de haut niveau. Il n'était pas question de se substituer aux diplomates français déjà établis sur place. L'idée était seulement de constituer un incubateur d'experts français, sur de multiples sujets, qui puisse fournir aux décideurs locaux une information de qualité. Des experts français se trouvaient ainsi « prépositionnés » au sein des universités locales et dotés d'une capacité de rayonnement au-delà de leur pays de rattachement. Il n'est pas rare que ces experts se rendent au Brésil ou en Colombie pour animer des colloques par exemple au départ du programme. Malheureusement, nous n'avons pas reçu le soutien souhaité.

**Quel est selon vous l'état de l'Intelligence Economique (IE) en France aujourd'hui ?**

Des formations académiques ont le mérite d'exister aujourd'hui mais elles ne sont guère cohérentes entre elles au niveau national. Aucune formation en IE n'est reconnue comme la référence française ; ce qui exacerbe les querelles de chapelles et explique que les politiques publiques dans ce domaine restent aléatoires.

Aléatoire ne veut pas dire que les compétences manquent et que nous sommes à la traîne de nos voisins européens. Aléatoire veut dire que certains de nos choix, certaines de nos décisions, ne sont pas toujours en phase avec l'idée d'intelligence économique. Un exemple, le dispositif étatique actuel d'IE. A vocation interministérielle, le HRIE (Haut Responsable à l'Intelligence Economique) avait été institué en 2004 sous l'autorité du Premier ministre. Aujourd'hui, le pôle IE est à Bercy. Eu égard à la circulaire du 14 Février 2002 sur la notion de défense économique, le Ministère de l'Economie et des Finances a effectivement un rôle prépondérant dans ce dispositif. Néanmoins, rattacher ces services à un ministère particulier, c'est, ne serait-ce qu'indirectement, faire adopter aux fonctionnaires dédiés à l'IE l'état d'esprit des fonctionnaires du ministère en question. De ce fait, la vocation interministérielle de l'IE est entamée, et par-là même sa marge de manœuvre, même si ce service dépend du coordinateur national du renseignement rattaché au Président de la République.

ZOOM SUR

(/zoom-sur.html)

Interviews (/zoom-sur/interviews.html)

Chroniques (/zoom-sur/chroniques.html)

Dossiers & Rapports (/zoom-sur/dossiers-rapports.html)

Etats généraux de l'IE (/zoom-sur/etats-generaux-de-lie-2011.html)

EN DIRECT

(/en-direct.html)

FONDAMENTAUX

(/fondamentaux.html)

ORGANISATION IE

(/organisations-ie.html)

MÉTIERS DE L'IE

(/metiers-ie.html)

IE & L'ENTREPRISE

(/ie-entreprise.html)

OUTILS

(/outils.html)

SitesFederateurs Com

(/organisations-ie/annuaire-entreprise.html?pid=11&sid=594:SITESFEDERATEURS)

Consulter l'annuaire complet des entreprises de l'IE

(/organisations-ie/annuaire-entreprise.html?sid=11:Annuaire)

UNIVERSITÉ d'Angers

(/organisations-ie/les-formations.html?pid=8&sid=145:Universit-dAngers--Institut-des-Sciences-et-Techniques-de-lIngenieur-dAngers)

toutes les formations en Intelligence Economique

(/organisations-ie/les-formations.html?sid=8:Formation)



(/zoom-sur/etats-generaux-de-lie-2011.html)

Je vais prendre un exemple récent. Il s'est tenu le 15 décembre 2011, à l'initiative de l'Institut Choiseul présidé par Pascal Lorot, une conférence sur « les minerais stratégiques » à l'École de Mines, suite à la publication du dernier numéro de la revue « Géoéconomie » consacré à la « ruée sur les minerais stratégiques ». Il est clair que La France ne manifeste qu'un intérêt modéré vis-à-vis de ce secteur qui pourrait être aisément qualifié de « stratégique » et de structurant pour notre industrie. On parle beaucoup de développement durable, mais les minerais « stratégiques » ou « critiques » sont particulièrement nécessaires à la fabrication d'une éolienne que de cellules photovoltaïques. Cette question des minerais, dont la présence est aussi requise dans des industries telles que l'aéronautique, l'automobile ou le spatial, reste délaissée par les décideurs publics en France. Un Comité des matières stratégiques ou COMES a certes été créé en 2011, mais cette mesure n'est pas comparable à la façon dont nos voisins allemands ont appréhendé le problème. Ils sont en effet rapidement passés d'outils administratifs aux instruments de politique industrielle avec, par exemple, le lancement d'explorations géologiques dans la région de Delitzsch en Allemagne orientale menée par Deutsche Rohstoff AG. Cette situation est d'autant plus dommageable que la France possède toutes les compétences et les connaissances nécessaires, que ce soit au sein de l'Etat (je pense au Bureau de Recherche géologique et minière ou BRGM) que dans le domaine privé avec des entreprises comme Eramet, Rhodia ou même Areva. A ce stade, je constate que la France reste en retrait, malgré le lancement de campagnes d'exploration géologique dans nos territoires du Pacifique sud, entre autre avec l'IFREMER.

De même, « l'intelligence territoriale » est un concept qui n'a pas su se développer en France, malgré l'action de l'ADIT et du Préfet Pautrat. Nombre de nos PME n'ont pas la taille critique, les études économiques et sociales le montrent suffisamment. Le problème pourrait toutefois être dépassé par une stratégie de long terme de structuration des filières, destinée justement à atteindre cette taille critique qui nous fait défaut. Aujourd'hui, non seulement nous n'atteignons plus la taille critique mais nous perdons nos emplois et nos savoir-faire. Je prends un exemple tiré de l'actualité : la lingerie française était une référence. Dans les années 1980, la lingerie et la bonneterie étaient un secteur que nos entreprises nationales dominaient, comme Aubade, Lejaby, etc. Aujourd'hui, il ne reste plus que de vraies entités françaises, à l'image de Lejaby qui fait actuellement la une de nos journaux, alors que cette industrie structurait des bassins d'emplois complets et procurait des débouchés dans des régions aux activités peu diversifiées (Haute Loire ou Aube).

Enfin, de façon plus immatérielle, parlons du domaine des idées. Dans un monde que dominé par l'influence, certains pays ont développé une véritable culture de la production et de la diffusion des idées, bien au-delà des frontières nationales. Ce secteur est peu doté en France. Les think tank français souffrent de deux maux qui sont le manque de moyens et, in fine, le manque d'indépendance vis-à-vis de la puissance publique, contrairement à leurs confrères anglo-saxons, allemands ou néerlandais. La qualité des personnes travaillant dans ces institutions n'est pas en cause. Ce sont bien les moyens qui font défaut et qui expliquent le recul de la pensée stratégique française dans le monde des idées.

Différence culturelle de taille, aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, nombreux sont les chefs d'entreprise fortunés qui ont investi ou investissent dans ce domaine, comme Carnegie par exemple. En France, les personnalités les plus fortunées préfèrent financer le monde artistique, aidés par la loi sur le mécénat de 2002. Je pense par exemple à la fondation Pinault au Palazzo Grassi de Venise. C'est certainement plus valorisant socialement du point de vue français. Par contre, dans le domaine des idées et de la recherche stratégique, une seule personne a osé franchir le pas, c'est Claude Bébéar, qui a fondé l'Institut Montaigne. Le manque de fonds inhérents à tous les think tank français se traduit par une faible attractivité de ces structures à l'international et, in fine, l'impact de leurs travaux s'en ressent sur les grandes orientations du monde. Plus concrètement, les concepts, les normes, les valeurs et le monde du futur ne sont donc pas façonnés dans notre pays.

**Damien Soupart**  
L'équipe du portail